Communiqué de la DSF sur le budget de l'Union 2015-2016

Communiqué de presse de la délégation socialiste française

Le Conseil des mauvais payeurs :
les Etats membres n'assument pas leurs engagements budgétaires
Strasbourg – mardi 16 septembre 2014

Le lien vers le site de la DSF

Depuis 2008, l'Union européenne connaît une crise structurelle des paiements car les Etats membres ne lui fournissent pas les moyens d'honorer les dépenses préalablement programmées. Pourtant, depuis la même période et en réponse à la crise économique et sociale, ces mêmes gouvernements s'accordent à dire que l'Union européenne a besoin d'un budget européen au service de la relance économique et de la création d'emplois.

2015 ne déroge pas à la règle et le mauvais feuilleton continu : les propositions du Conseil pour 2015 présentent ainsi des coupes importantes tant en matière d'engagements (-2,1 milliards) que de paiements (-522 millions) par rapport à la proposition de la Commission européenne qui, à la différence du Conseil, respecte elle l'accord sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020.

Pire, les coupes budgétaires impactent sans discernement les investissements indispensables à la croissance notamment en matière de recherche ou de fonds régionaux. Dans le même aveuglement, alors que se multiplient les crises internationales où l'Union joue un rôle de premier plan, les lignes de coopération développement, d'aide humanitaire et celles concernant les instruments de voisinage se voient également rabotées.

« Les positions du Conseil sont totalement contraires aux engagements pris avec les autres institutions, avec les acteurs locaux qui attendent pendant de longues années le paiement de leurs factures et avec les partenaires internationaux de l'Union » dénoncent Jean-Paul Denanot et Isabelle Thomas.

« En proposant chaque année un budget qu'ils savent insincère, les Etats membres mettent à mal la crédibilité de l'Union européenne et contribuent à l'euroscepticisme. En tant que codécideur budgétaire, il est désormais de la responsabilité du Parlement européen de les ramener à leurs engagements » concluent les deux eurodéputé-e-s socialistes.